LA VOIX des Communistes

JUIN 2016
1 €

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Prolétariat de France

NI CHAIR A PATRON
NI CHAIR A CANON
RESISTANCE OUVRIERE

APPLIQUER LA POLITIQUE DU CAPITAL,
LA DROITE EN REVAIT...
LA GAUCHE LE FAIT !!

EDITORIAL

CE QUE RÉVÈLE L'OFFENSIVE ACTUELLE DU CAPITAL CONTRE LES TRAVAILLEURS

Il y a des moments où l'histoire s'accélère sous les coups de boutoir d'une lutte de classe qui se développe à cause de l'aggravation des contractions internes du système de production que le capital n'est plus à même de maîtriser.

L'ancien équilibre capitaliste impérialiste mondial est remis en cause, l'hégémonie des anciennes nations impérialistes, US en tête est contesté par de nouvelles puissances dites « émergentes » (Chine, Brésil, Inde).

La concurrence sur le marché des capitaux et du travail s'aggrave, **les bourgeoisies de la vieille Europe n'ont pas d'autres choix(1)** que de faire peser sur le prolétariat et tous les travailleurs le poids de cette concurrence. Et elles le font sur le « coût du travail » c'est-à-dire le coût de reproduction de la force de travail, en dégradant la protection sociale, les salaires directs et indirects, les retraites, en augmentant le prix à payer pour l'éducation des jeunes, futurs travailleurs. Ce processus est déjà largement avancé dans les pays comme l'Angleterre ou l'Allemagne cité en exemple par nos « experts » bourgeois en économie, avec leurs boulots « flexibles », les salaires à 4 euros de l'heure et 10 heures de travail par jour. Cette offensive est menée quel que soit le personnel politique à la direction des affaires de l'État : droite bourgeoisie, social-démocratie, ou la cogestion des deux comme en Allemagne et même gauche de la gauche ou radicale comme récemment en Grèce. Tout parti politique qui ne porte pas clairement la perspective de la destruction du capitalisme et son remplacement par un mode de production supérieur que nous appelons socialisme est toujours amené à prendre de telles mesures. La France a pris un certain retard sur cette voie et c'est au PS et au gouvernement Hollande de se charger du sale boulot.

En 2013 la voix des communistes titrait « la droite en rêvait, la gauche le fait », depuis les attaques contre les travailleurs se sont succédées (ANI, loi Macron.). Le mouvement social, qui continue, au moment où nous écrivons ces lignes, en est la conséquence inévitable. Et il ne sera pas le dernier. Il est encore trop tôt pour tirer toutes les leçons d'un tel mouvement. Mais plus que les précédents il aura porté au grand jour les intérêts de classe antagonistes de la société. D'un côté le prolétariat et tous les travailleurs de l'autre la bourgeoisie capitaliste et toutes ses forces politiques, médiatiques et répressives. Pour la première fois cette révolte des travailleurs se produit sous un pouvoir de « gauche » il a mis à mal les illusions sur la gauche réformiste censée défendre les intérêts des travailleurs. Le PS apparaît plus clairement que jamais comme un Parti de gouvernement capable de satisfaire les besoins du capital. L'accueil qui a été réservé à sa délégation au dernier congrès de la CGT démontre une certaine prise de conscience de ce fait. Mais dans ce mouvement aussi les partis de l'ex front de gauche sont particulièrement inactifs politiquement et pratiquement.

Ce mouvement démontre aussi que le dialogue social, la concertation entre « partenaires sociaux » sont des mensonges dans une société où une minorité détient les moyens de productions et d'échanges, politiques et financiers et où la majorité ne dispose que de sa force de travail pour vivre et survivre .

Dès à présent et cela ne peut que s'amplifier à l'avenir, on remarque une certaine radicalisation de syndicalistes et militants politiques et des jeunes. L'opportunité est donnée aux communistes de faire progresser cette radicalisation vers une prise de conscience de l'échec de la voie réformiste et de la nécessité d'abattre le capitalisme afin de mettre fin à l'exploitation de plus en plus brutale de leur force de travail. Dans cet affrontement classe contre classe le prolétariat n'a jamais été aussi fort que quand il disposait d'un parti politique indépendant de la bourgeoisie concentrant et décuplant ses forces, capable d'unifier la lutte des travailleurs des différents pays et entraînant le prolétariat vers l'objectif de renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

(1) Ce sont les lois du mode de production capitaliste qui s'imposent aux agents du capital. .

SOMMAIRE

P.2 Editorial
P.3-4 Premiers enseignements: loi travail
P.5-6 Le congrès de la CGT
P.7 La revendication des 32 heures
P.8-9 Le congrès du PCF
P. 10-11 Les illusions sur l'Etat

PREMIERS ENSEIGNEMENTS DE LA LUTTE CONTRE LA LOI TRAVAIL

La lutte contre la loi El Khomri a démarré difficilement mais s'est maintenue sur une base régulière, dans la continuité. Au-delà des faiblesses du mouvement, la construction de lieux de débats (comme Nuit Debout), la richesse des débats dans le mouvement, l'existence d'un collectif Stop Etat d'urgence, la construction du comité anti-guerre, tout cela montre que le « mouvement social » cherche une nouvelle issue pour vaincre la politique du capital. Ce contexte social émerge depuis le début de l'année. En février par exemple, la manifestation contre l'état d'urgence avait été plus importante que celle des salariés territoriaux et d'Etat qui se déroulait la même semaine.

Il est important d'analyser ce dynamisme, cette recherche d'issues nouvelles pour le mouvement face à la politique du capital.

LA SITUATION POLITIQUE FACE AU MOUVEMENT EL-KHOMRI

Les médias et les intellectuels de la bourgeoisie évoquent les points faibles du mouvement. Cependant, c'est ce mouvement soit disant « faible » qui divise le camp de la bourgeoisie !

Le PS est très divisé. Même si ce parti est parvenu à un compromis de dernière minute en son sein puisque les frondeurs n'ont pas voté la censure du gouvernement, le renforcement de la lutte des classes actuellement a joué un rôle essentiel dans sa division. Une rupture se crée entre les masses et le PS. A ce titre, le congrès de la CGT a été un miroir du début de rupture avec la « gauche de gouvernement ». La prise de conscience de l'impasse du réformisme progresse.

La droite aussi est en conflit. Elle se ridiculise par ses manœuvres bassement politiciennes. Au départ pour la réforme, elle se retrouve « contre » avec le MEDEF car la loi ne serait pas assez libérale. Bien sûr il s'agit d'une surenchère politicienne face à un gouvernement en difficulté devant le mouvement social.

Comme d'habitude lorsqu'il se produits d'importants mouvements ouvriers, le FN disparait de la scène. On n'en entend plus parler. Et même si les médias nous ont arrosé de la bisbille de papa et de sa fille Marine pour tenter d'éclipser les manifestations du 1er mai, la feinte médiatique n'a pas prise.

Quant au PCF et au PG, politiquement, ils ont été absents et ne se sont contentés que d'un accompagnement du mouvement. Ils trainent derrière le mouvement. Ils n'offrent pas de perspectives politiques à ce mouvement.

LE RETOUR DE LA CLASSE OUVRIERE DANS L'HISTOIRE

Les intellectuels de la bourgeoisie clamaient depuis les années 90 la disparition définitive de la classe ouvrière. Quel démenti concret leur offre ce mouvement. La lutte de la classe ouvrière, avec ses moyens, ses méthodes de luttes, existe. Certes, cette lutte reste encore spontanée, idéologiquement influencée par les fausses solutions réformistes, cependant les ouvriers se défendent face aux attaques de classe du gouvernement.

La classe ouvrière, dans cette lutte, montre le dynamisme qui existe dans la société même si elle n'a pas réussi à mobiliser toutes les couches opprimées derrière elle. La force de classe, on l'a vu dans le mouvement est encore et toujours liée à la production. Les blocages économiques des raffineries, des lieux de production et de communication stratégiques, l'attaque des piquets de grèves par la police nationale, « milice du capital », montre que les travailleurs s'en prennent justement à ce qui fait mal à la bourgeoisie : le profit. C'est par ces méthodes que le mouvement peut gagner.

Toutes les critiques contre les syndicats sont à double tranchant. Ceux qui critiquent les syndicats présentent leur méfiance mais en même temps aimeraient pouvoir utiliser la force de la classe ouvrière car sans elle, le mouvement n'est rien. Mais d'où vient la force de la classe si ce n'est en grande partie par le biais de l'organisation dans les syndicats ?

C'est la première fois qu'un mouvement de cette ampleur se déroule durant un gouvernement dit de gauche. Ce mouvement a pris une dimension politique car il organise autour de son mot d'ordre de retrait de la loi travail, il organise des convergences avec les jeunes, d'autres couches sociales, la lutte contre l'état d'urgence et la guerre. Ce mouvement commence à briser les illusions réformistes, notamment au sein de la CGT.

PROGRES ET FAIBLESSES DE NOS ORGANISATIONS

Les communistes ne doivent compter que sur eux-mêmes et la classe ouvrière. La révolution n'est ni un seul acte, ni un coup d'Etat, ni le fait d'une poignée qui va trainer la classe ouvrière derrière elle. C'est ce qu'on entend souvent par ceux qui n'ont pas confiance dans la classe. Ils rajoutent sur les mouvements : « le mouvement de 1995 est spontanéiste », « la lutte de 2010 est un échec et on a perdu à cause de la confédéra-

tion ». Certes, la direction de tel ou tel syndicat a des responsabilités. Mais, l'erreur principale de 2010 fut d'essayer de sauver l'unité intersyndicale en sacrifiant la revendication principale.

Dans la lutte contre El-Khomri, dès le début, le mouvement s'est opposé à l'unité à n'importe quel prix. La CGT a été obligée de corriger sa position initiale avec la CFDT car elle était sous le feu des critiques de diverses fédérations et UD. Les syndicats de bases (UD, UL, syndicats d'entreprises) ont joué un rôle important dans ce mouvement. Ils ont interpelé les directions confédérales pour pousser le mouvement en avant. La pression des congressistes de la CGT au 51ème Congrès est aussi significative.

Tous ces éléments montrent que la lutte va se développer. La classe ouvrière est désorganisée face à la nouvelle réorganisation du capitalisme depuis 30-40 ans. Certaines formes et modes d'organisation ne sont plus adaptés. Un exemple : Au moment où on a plus que jamais besoin des UL et des UD au sein de la CGT, le congrès créé le statut d'adhérent national ce qui a pour conséquence d'affaiblir ces institutions importantes que sont les UL et UD. Aussi, on ne cherche pas à créer les liens, à créer d'autres formes pour organiser tous les travailleurs sur un même site, chantier, usine ; qu'ils soient intérimaires, sous-traitants, cotraitants, salariés détachés, etc.

CRITIQUES DE CERTAINES CONCEPTIONS DU MOUVEMENT

Beaucoup mettent en avant l'idée de « grève générale » dans le mouvement. Cette conception est souvent portée par les couches petites bourgeoises qui n'ont pas confiance dans la capacité de la classe ouvrière d'organiser la lutte. D'ailleurs, la plupart ne savent pas ce qu'est une grève. Ils ne veulent pas d'organisation mais pourtant voudraient gagner la lutte d'un seul coup. C'est contradictoire. Comment peut-on gagner contre l'organisation capitaliste (politique, économique, médiatique…) sans développer des organisations de lutte ? Au nom du rejet de la politique politicienne, certains courants propagent la dépolitisation. Ils empêchent la revendication principale de la classe ouvrière et ses mots d'ordres mobilisateurs de se propager. Avec ces conceptions, tout est fait pour que la classe ouvrière reste désarmée. Sans construire une organisation qui corresponde aux nécessités de la lutte, il sera impossible de vaincre le capital.

Toutes ces attitudes, ces problèmes sont connus des marxistes léninistes. Ces couches petites bourgeoises, contestataires du capitalisme disent faire la révolution. Elles en raccourcissent le chemin. Dans la révolution, il y a un rôle important pour la volonté mais la révolution n'a rien à voir avec du volontarisme. C'est une grande maladie qui pèse sur le mouvement mais le danger principal reste aussi le réformisme. Pour cette raison, les communistes ne vont pas perdre leur temps avec la critique pour la critique du réformisme. Le devoir essentiel des communistes est de construire l'organisation communiste et comme disait Marx, aider la classe ouvrière à s'organiser. Si les communistes critiquent ces courants, c'est pour nettoyer le chemin de la construction du parti, c'est-à-dire lever les illusions réformistes chez les éléments avancés de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la classe ouvrière balance entre l'envie de lutter et le manque de confiance en elle à cause de sa faiblesse et certains échecs qu'elle a pu avoir dans le passé. C'est logique, la classe ouvrière n'aime pas l'aventurisme. Même si les organisations sont faibles aujourd'hui, n'oublions pas qu'il y a tout de même eu plus d'un siècle de continuité et d'expériences de la classe ouvrière, notamment avec la CGT. Attaquer ce syndicat, comme l'ont fait des autonomes dans le mouvement actuel, c'est affaiblir la classe, devenir des ennemis des travailleurs.

Le rôle des communistes est donc de chercher le dynamisme pour avancer, pour gagner la lutte. Ce dynamisme est dans la lutte, présent tous les jours. Aucune guerre, aucune lutte n'a été gagnée avec une seule bataille. Quand la lutte se prolonge dans la durée, c'est une torture permanente pour les petits bourgeois.
Le mouvement actuel montre aux communistes que pousser à la lutte par la violence, chercher des formes de luttes folkloriques est inefficace. Il existe mille moyens de mener la lutte de classe : dans la classe ouvrière, les jeunes, les chômeurs, les retraités, les immigrés, etc. Si on n'arrive pas à trouver les formes de luttes adaptées, c'est qu'on ne connait pas assez la société capitaliste.

Un dernier point. Quand le mouvement ouvrier prend de l'ampleur, certains communistes se réveillent et disent qu'il faut l'unité des communistes. Oui mais malheureusement, ce n'est pas comme cela que ça marche. L'unité communiste ne sera pas une fusion dans la spontanéité ni une simple affaire pratique. L'unité des communistes est avant tout un travail permanent théorique, politique et surtout idéologique. Les communistes doivent faciliter la lutte de classe de la classe ouvrière et des couches opprimés en distinguant la ligne prolétarienne juste des illusions réformistes. Les marxistes léninistes du ROCML ne sont pas contre l'unité des communistes. Ils s'uniront avec les communistes qui participent à développer la lutte de classe et la révolution pour renverser la dictature de la bourgeoisie.

LE 51ème CONGRES DE LA CGT
UN CONGRES PLEINS D'ESPOIRS POUR L'AVENIR

Le 51ème congrès de la Cgt s'est tenu à Marseille durant la troisième semaine d'avril 2016. Des militants du ROC-ml étaient présents en tant que délégués au congrès.

Un congrès qui se tient en plein mouvement social contre la loi « travail »

Le congrès s'est ouvert alors que les travailleurs battent le pavé dans les villes contre la loi El Khomri.

Dès le premier jour, lors de l'ouverture cela se fait sentir lorsque la présidence du congrès annonce la présence de la CFDT ou du PS, qui donne lieu à de véritables soulèvements dans la salle avec des slogans repris par une large majorité des délégués tels que « dehors ! », « traitres » ou encore « scandaleux ».

Les grèves et les manifestations en cours poussent de nombreux congressistes à prendre la parole pour dénoncer le gouvernement, montrer la nécessité de lutter classe contre classe et à réclamer un appel du congrès à la lutte, chose qui sera fait durant les jours qui suivirent l'ouverture et approuvé quasi unanimement par le congrès. Cet appel lance l'amplification de la lutte et sa poursuite. Appel qui fut, nous pouvons le dire, imposé à la confédération.

Le fait qu'un mouvement puissant des travailleurs se menait durant le congrès fut un élément incontestablement positif. L'esprit combatif s'en ressentait dans les prises de parole, les critiques sur le syndicalisme rassemblé s'en retrouvaient plus aigües. Des interventions portant la question de la lutte de classes se succédaient. Néanmoins un niveau politique encore assez faible se fait sentir dans nombre d'interventions.

Un congrès qui se tient dans un syndicat Cgt tiraillé

Le rapport d'activité, qui fait un bilan sur les trois dernières années depuis le dernier congrès, ne trouve que 58,9% de votes d'approbation, score historiquement faible. En effet la succession de Thibault avec l'affaire Lepaon, l'inactivité face aux lois Macron, Rebsamen, etc. auront eu un impact sur la Cgt et ses militants qui remettent en cause l'activité de la confédération.

Il faut aussi noter le souhait de la part des délégués de plus de démocratie dans la Cgt, notamment en ce qui concerne les amendements des textes du congrès, dont 902 étaient proposés et 54 retenus. Les délégués souhaitaient pouvoir avoir accès à tous ces amendements et que ce ne soit pas simplement un bureau restreint qui décide de ceux à retenir et ceux à porter public.

L'une des plus vive discussion dans le congrès fut celle du syndicalisme « rassemblé », tant décrié par une bonne part des syndiqués Cgt. Portée dans l'un des textes d'orientation, ce syndicalisme « rassemblé » auprès de la CFDT fut vivement critiqué et un vote séparé sur cette question est demandé par une bonne part des délégués. Ce qui, bien sûr, sera refusé par la confédération, en danger sur cette question.

C'est dans ce sens que l'on peut observer durant le congrès des fédérations plus combatives (chimie, commerce, métallurgie, construction, etc.), sur des positions se rapprochant de celle d'un syndicalisme classe contre classe, alors que d'autres sont complètement sur la ligne confédérale, sur le syndicalisme « rassemblé », réformiste (cheminot, etc.).

Conclusion

Les interventions des camarades du ROC-ml à été très appréciées par les délégués du congrès. Ils portaient sur les questions de la lutte et de l'organisation de la Cgt. Cela à aussi été pour nous une riche expérience militante où de nombreux contacts ont été noués.

Il ne faut pas se faire d'illusions, même si ce congrès par rapport aux précédents peut montrer des

choses intéressantes comme des fédérations et des militants combatifs qui tentent de tirer la Cgt sur un syndicalisme de lutte classe contre classe. La Cgt reste principalement sur une ligne claire réformiste. Il n'y pas réellement une nette opposition « révolutionnaire » à la Cgt. Les dirigeants réformistes ont été reconduits pour continuer à mener leur politique réformiste. Philippe Martinez à bien réussi à éluder les vraies questions posées et habilement montrer une façade « radicale » pour mieux se faire accepter et distribuer un peu de poudre aux yeux sur une continuation de la lutte contre la loi El Kohmri de façon dure, usant même de termes comme « lutte de classes » dans son discours d'introduction.

Le faible niveau politique chez les travailleurs aujourd'hui ainsi que chez les militants Cgt leur font penser que changer la tête de la Cgt par une équipe militante radicale changera la Cgt complètement et l'amènera sur un syndicalisme classe contre classe.

Néanmoins, on ne peut nier aujourd'hui le bénéfice politique qu'il y a à militer syndicalement, à participer à un congrès confédéral. Les camarades du ROC-ml à qui l'on a confié ce genre de mandat prouvent encore une fois la confiance qu'ils reçoivent de la part de leur base et sont revenus avec une analyse plus fine des différents rapports de force dans la Cgt.

Nous restons convaincus qu'une certaine avant-garde des travailleurs est organisée dans la Cgt, une base militante qui sera dirigeante dans la lutte de classe pour la révolution. Aujourd'hui même cette radicalité réformiste gêne un système capitaliste qui n'a plus les possibilités de réaliser ses propres illusions d'améliorer le sort des salariés en pleine crise économique.

Les communistes doivent continuer ce travail syndical, de conscientisation, d'amener la combativité dans les rangs de la Cgt, de conduire vers un syndicalisme de classe contre classe, tout en sachant que seul un Parti prolétarien et communiste apportera la réelle indépendance à un syndicat de lutte de classe. Mais c'est bien dans cette lutte syndicale aujourd'hui que nous trouverons les cadres de ce Parti pour demain.

LOI TRAVAIL: ***« Le gouvernement n'entend pas les manifestations. Il se radicalise. On se radicalise à notre tour dans l'action. On bloque l'économie du complexe de Lacq. »***

Voici les propos de notre camarade présent dans l'action de blocage d'un rond point du complexe de Lacq (près de Pau). les syndicats CGT du complexe chimique de Lacq (Toray, Arkema, Yara, INEO, ...) ont bloqué la ville d'Artix qui dessert les plates-formes chimiques de Lacq et Mourenx. Dès 6h30 une quarantaine de syndicalistes avec des pneus et des palettes ont bloqué les accès jusqu'à la levée des barricades pour la manifestation de Pau à 11h où l'action a été saluée par de nombreux camarades d'autres usines.

Un véritable succès avec le soutien des dizaines de routiers bloqués à cette occasion!

Un succès qui en appelle d'autres...

LES 32 HEURES PAR SEMAINE
UNE REVENDICATION A LIER A LA LUTTE ANTICAPITALISTE

« Seule la réduction du temps de travail a créé des emplois » a annoncé Philippe Martinez au journal l'Humanité(1). Les 32 heures par semaine, voilà donc le nouveau cheval de bataille de la direction confédérale CGT. Les communistes sont favorables à la lutte pour la diminution du temps de travail car elle diminue le temps durant lequel le travailleur est exploité (2) et surtout augmente les temps de loisirs et de libertés pour les travailleurs. Cependant, la direction de la CGT met en avant des arguments différents. Par cette mesure, les économistes de la CGT estiment en partie résorber le chômage dans le cadre du capitalisme. Cet argument est en fait issu de forces politiques réformistes (gauche du PS, PCF,NPA…) qui influencent idéologiquement les dirigeants de la CGT

Qu'en est-il réellement ? Est-ce possible de supprimer le chômage dans le système capitaliste ? Qu'est-ce que les travailleurs doivent revendiquer ?

SANS ROMPRE AVEC LES IDEES REFORMISTES DE LA GAUCHE PLURIELLE ON REPRODUIRA LES MEMES ERREURS

L'argument mis en avant pour le passage aux 32 heures est que cette mesure sauverait et créerait 4 millions d'emplois. Cette diminution du temps de travail permettrait ainsi de faire face à la « révolution numérique », qui par l'automatisation, la robotisation des machines… menacerait de détruire d'ici les années 2025 des milliers voire des millions d'emplois. Dans leur analyse, les économistes n'ont pas pris en compte la loi fondamentale du capitalisme : la recherche du profit maximum. **Tant que ce système existera,** les emplois ne seront créés que parce qu'ils sont utiles pour valoriser les profits des capitalistes. Si le cas contraire se présente, les capitalistes licencient et suppriment des emplois pour rester profitables. Voilà le B-A-BA de l'économie politique. Le chômage est permanent sous le capitalisme car le développement technologique de la production, *« le développement accéléré du capital social lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manœuvriers »* et amène donc à une *« surpopulation relative »(3)*. Cette surpopulation est relative car elle n'existe que par rapport aux besoins de profits des capitalistes.

Réfléchissons un petit peu : depuis le XIXème siècle, le temps de travail a diminué : en 1936, la semaine des 40 h, en 2000, les 35 heures, le chômage a-t-il pour autant disparu grâce à la diminution du temps de travail ?
A cette question, l'argumentaire de la CGT répond que la gauche plurielle (1997-2002) qui a mis en place les 35 heures a permis la création de 350 000 emplois et la mise en place d'un *« dialogue social inégalé »*. Non seulement, cette analyse falsifie le bilan de la gauche plurielle (gouvernement ayant le plus privatisé dans l'histoire !) mais en plus ne prend pas en compte l'ensemble du contexte. Les 35 heures, sans un rapport de force anticapitaliste de la classe ouvrière, ont été retournées contre les travailleurs par le patronat et les différents gouvernements qui se sont succédés. Le gouvernement PS-PC a diminué les charges sur les bas salaires à hauteur de 22 milliards d'euros pour permettre l'embauche(4). Depuis 2002, de nombreux assouplissements ont été appliqués (augmentation des heures sup, défiscalisation des heures sup, diminution de la majoration des heures sup notamment avec la loi Khomri).
Au final, les patrons ont repris bien plus qu'ils ne cédaient grâce à l'augmentation de la productivité (augmentation de l'intensité de l'exploitation des travailleurs). Ce que le patronat a donné d'une main, il l'a repris d'une autre. Voilà le bilan des 35 heures. D'autant plus qu'au même moment, la gauche plurielle a créé ces « emplois jeunes » sous-payés et précaires pour 300 000 jeunes, que l'intérim a doublé durant la durée de ce gouvernement augmentant de 350 000. D'ailleurs, c'est le nombre d'emplois « créés » par les 35 heures.

Le passage aux 35 heures a surtout été un moyen de flexibiliser l'organisation du temps de travail, d'avoir recours à des contrats précaires.

La revendication de la <u>diminution du temps de travail à 32 heures sans diminution de salaire et aggravation des conditions de travail</u> est une mesure d'urgence pour le mouvement ouvrier. Il faut être clair, sous le capitalisme, sans rapport de force du mouvement ouvrier, toute mesure progressiste sera récupérée par la bourgeoisie au pouvoir et détournée au détriment des travailleurs. C'est la leçon essentielle du passage aux 35 heures. La diminution du temps de travail a entrainé une aliénation supplémentaire des travailleurs aux nouvelles formes des rapports de production capitalistes (flexibilité, précarité…).

Il ne faut pas non plus rêver de changer le système capitaliste par la réforme. Ce système porte le chômage en lui. Des dirigeants de la CGT croient guérir ce système mieux que les capitalistes eux-mêmes affirmant régler ce problème du chômage par les 32 heures. Rappelons l'aveu de faiblesse de Mitterrand qui disait que *« dans la lutte contre le chômage, on a tout essayé »*. Oui le chômage ne peut être supprimé sous le capitalisme.

Pour diminuer réellement le temps de travail et supprimer le chômage, il n'y a qu'une solution possible, détruire la source du chômage, c'est-à-dire le capitalisme. Il est donc nécessaire de lier la diminution du temps de travail avec la rupture de ce système d'exploitation qu'est le capitalisme. Il faut donc rejeter toutes ces idées réformistes qui font croire que l'intérêt des travailleurs pourrait être en harmonie avec le bon fonctionnement du capitalisme et l'intérêt des patrons !

32 heures OUI !
Dans l'intérêt des travailleurs, sans diminution de salaire et aggravation des conditions de travail !

(1) L'Humanité, 23/09/2015

(2) L'exploitation passe par l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire que le temps durant lequel le capital s'approprie la valeur créé supplémentaire au salaire (le salaire qui est le temps nécessaire à la reproduction de la force de travail du prolétaire). Cette plus-value peut être absolue (en allongeant le temps de travail) ou relative (en intensifiant la productivité durant un temps de travail donné).

(3) Marx K., *Le Capital,* p. 1146, in Marx K., *Œuvres, Economie, tome 1*, Editions Gallimard, Paris, 1965, 1822 p.

(4) Eric Hayer, « Le (bon) bilan des 35 heures », *Alternatives économiques*, Hors série, n°092, février 2012.

37ème CONGRES DU PCF: QUELLES PERSPECTIVES POUR CE PARTI ? QUELLES TACHES POUR LES COMMUNISTES ?

Le Parti Communiste Français réunit son 37 ème Congrès du 2 au 5 juin 2016. Auparavant, a eu lieu une consultation de ses adhérents pour choisir entre 5 textes pour retenir celui qui serait la base de discussion au cours de ce congrès. Cette pré-consultation a montré un parti affaibli, démoralisé, divisé, et sans boussole.

Un parti affaibli, d'abord : 52933 adhérents. Le PCF a rassemblé plus de 400000 membres.

Un parti démoralisé : sur Les 52933 adhérents, seuls 30000 ont participé au vote.

Un parti divisé et dirigé par une minorité : Sur les 52933 adhérents, le texte du Conseil National a réuni 14942 votes, soit 51% des votants, c'est-à-dire 28% des membres. Parmi les cinq textes proposés aux votes des adhérents, deux sont dans la ligne directe de la politique de liquidation social-démocrate du parti : celui de la majorité du Conseil National et un autre, minoritaire. Ce qui les distingue, c'est que le premier veut poursuivre la politique d'alliance avec le PS avec une participation à des primaires de la gauche pour le premier tour des présidentielles de 2017, le deuxième proposant un accord du type Front de gauche avec le Parti de Gauche de Mélenchon, EELV, le NPA …

Les trois autres textes alternatifs se caractérisent par la volonté de s'opposer à la dissolution (et parfois la liquidation) politique et organisationnelle du PCF dans une alliance (sous une forme ou sous une autre) avec le PS, le Parti de Gauche, EELV, le NPA, etc etc…

Ces textes présentent des critiques parfois justes à la direction du parti : l'affirmation que le parti communiste est le parti de la classe ouvrière, la nécessité d'une rupture avec le système capitaliste, l'affirmation du socialisme comme alternative à ce système, et des positions plus radicales dans les luttes de classes.

Nous sommes bien loin aujourd'hui du Parti qui fut fondé à Tours en 1920 pour renverser le capitalisme et instaurer le socialisme

Tous affirment vouloir remettre sur pieds et renforcer le PCF, reconstruire son unité…

Le grand problème, c'est que leurs critiques portent principalement sur les causes tactiques du recul électoral du PCF, et non sur les causes idéologiques, théoriques et politiques qui sont plus profondes et plus anciennes.

Ainsi, les signataires et les soutiens des trois textes se gardent bien de mettre au jour les abandons historiques successifs qui ont transformé le PCF en parti révisionniste puis réformiste social démocrate. Au mieux, leurs critiques commencent au PCF d'après Georges Marchais, c'est-à-dire au parti de Robert Hue, MG Buffet et P Laurent.

Or, la dégénérescence idéologique, théorique, politique et organisationnelle a débuté bien avant.

Pour rappel : le 18 novembre 1946, dans une interview au journal anglais « Times », Maurice thorez avance la thèse selon laquelle il est permis « d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes » : pour parler clair, la voie pacifique et parlementaire. Au 22 ème congrès en 1976, le PCF abandonne le concept de dictature du prolétariat. Au 23ème congrès, en 1979, c'est le marxisme -léninisme comme base doctrinale qui passe à la trappe. C'est l'eurocommunisme qui prend la relève. En 1994, au 28 ème congrès, exit le centralisme démocratique. En 1996, le 29 ème congrès bazarde « la lutte pour le socialisme ». Et au 33 ème congrès, le concept de « lutte des classes » n'est plus décliné qu'au passé. Les mots « lutte », « classe » et

« prolétariat » sont complètement absents du programme de MG Buffet aux élections présidentielles de 2007 ! Tous ces reniements théoriques ont été accompagnés dans la pratique par l'établissement d'alliances électorales avec le PS délétères et contraires au marxisme léninisme et ont mené à la décrépitude actuelle du PCF.

Un parti sans boussole : malheureusement, la majorité des membres du parti, et la quasi-totalité de ses dirigeants et de ses intellectuels, par conscience aveugle dans leurs dirigeants, ont soutenu ou accepté toutes les dérives. Certains même ont combattu parfois grossièrement et violemment les communistes qui avaient eu le courage de s'y opposer. Prenons Danielle Bleitrach, par exemple (mais elle n'est pas la seule !), l'une des porte-parole emblématique du texte alternatif 3 « unir les communiste ». Avec tout le respect qui lui est dû, cette militante née en 1938 a adhéré au PCF en 1953, l'année de la mort du camarade Staline. Elle fut membre du Conseil National de 1981 à 1991. Elle a démissionné du parti en 2003, puis a repris sa carte en 2016… Elle a accompagné tous les abandons théoriques et politiques du PCF. Elle était sans doute parmi ceux qui ont soutenu le révisionnisme moderne kroutchévien contre le mouvement marxiste léniniste international. On ne l'a pas entendu parler contre l' « eurocommunisme »… En absence de reconnaissance de leurs erreurs passées et d'une autocritique approfondies sur les causes idéologiques de ces erreurs, ces communistes qui critiquent la direction actuelle du PCF n'ont pas la capacité de reconstruire un véritable parti communiste.

« La tâche actuelle: construire un nouveau parti communiste, marxiste-léniniste. »

Sans nier l'honnêteté des militants, leur volonté de durcir la lutte anticapitaliste et de changer la société, il est prévisible que leurs efforts pour ramener leur parti dans la voie révolutionnaire n'aboutiront pas et qu'ils se retrouveront devant une grosse désillusion. Le PCF poursuivra son déclin idéologique et politique et n'aura d'autre perspective que de s'accrocher encore plus aux basques de la social-démocratie, quelle que soit la forme que cela prendra.

Les militants communistes membres du PCF doivent avec courage regarder les choses en face. Leur parti ne redeviendra pas un véritable parti communiste. La tâche à laquelle ils doivent s'atteler est de construire un nouveau parti communiste, avec une stratégie et une pratique politique révolutionnaire fondées sur la théorie marxiste-léniniste. Car c'est l'abandon de cette théorie qui a mené inexorablement son action politique dans le sillon de la social-démocratie.

Comment avancer concrètement dans cette perspective ? Il n'y a pas de recette magique. Il y a une voie à ouvrir et du travail à mener. Le nouveau Parti Communiste sera le produit de la rencontre et de la fusion du mouvement ouvrier (en commençant par son avant-garde), avec le socialisme, c'est-à-dire l'organisation communiste et son programme politique. Cette fusion se construira dans un échange dialectique entre les éléments avancés du prolétariat, eux-mêmes portés par les luttes de classe, et les communistes organisés. Dans cet échange, la conscience politique des éléments avancés du prolétariat progressera, en même temps que l'organisation communiste se liera à la classe et accumulera des forces révolutionnaires ouvrières nouvelles, construisant ainsi progressivement le nouveau parti communiste.

C'est le seul processus possible. Pour le ROCML, il passe prioritairement par le travail politique quotidien des communistes dans la classe ouvrière.

Camille Deroubaix

Les camarades de la JCML et du ROCML lors du 1er mai 2016

LES ILLUSIONS SUR LE RÔLE ET LA NATURE DE L'ETAT

La question du rôle et de la nature de l'Etat a toujours été une question théorique centrale dans l'analyse marxiste de la lutte des classes et des différents modes de production. Engels dans « *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* » revient longuement sur les processus historiques qui expliquent l'émergence des Etats. Car les sociétés humaines, jusqu'à un certain stade de développement, se sont très bien passées d'une organisation étatique. Ce n'est qu'avec la division de la société en différentes classes sociales aux intérêts antagoniques que l'Etat émerge et se structure : « *Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'ordre ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat* »

« L'Etat n'est pas neutre, impartial. »

Voilà donc le cœur de la pensée marxiste sur l'Etat. Ce dernier est la manifestation des contradictions et des luttes entre classes. Et c'est parce que ces contradictions existent et qu'elles sont inconciliables, que la nécessité d'une force d'interposition (non pour concilier les classes, mais pour les empêcher de se détruire) s'impose à la société. Ainsi est né l'Etat, structure qui vise à maintenir l'ordre social existant, donc à opprimer la classe des exploités (esclaves, serfs et prolétaires) pour servir les intérêts de la classe possédante (maîtres esclavagistes, seigneurs féodaux, bourgeois…). L'Etat n'est donc pas neutre, impartial ; il est un instrument de domination et d'oppression d'une classe sur une autre.

«Les théories réformistes ont fait oublié la théorie de Marx de l'Etat. »

Le principal apport de Marx et d'Engels fut donc de mettre en évidence que l'Etat était fondamentalement un instrument d'oppression et de coercition d'une classe sur une autre, et que le passage au socialisme impliquait le renversement mais aussi la destruction de la machine étatique bourgeoise. Pourtant cette leçon est, sous l'effet de décennies de révisionnisme et de réformisme, tombée dans l'oubli. A la place de cette théorie révolutionnaire, de nombreuses déformations sur le rôle de l'Etat sont apparues et sont désormais dominantes dans la société, y compris dans les franges combatives de la classe ouvrière.

Preuve en est la récente polémique sur les affiches de la CGT remettant en cause « les violences policières » et qui ont suscité l'ire des syndicats de police et d'une bonne partie du monde politique. Si la violence des attaques témoigne d'un climat de crispation réactionnaire du pouvoir à l'égard du mouvement ouvrier, personne ne s'est attardé sur l'idée erronée que la « mission » de la police était de « protéger les citoyens ».

En effet le rôle de toute police, en pays capitaliste, est fondamentalement de protéger, non pas les citoyens, mais les intérêts de la classe capitaliste. Elle a donc pour mission, lorsque les exploités se rebellent, d'étouffer dans l'œuf toute remise en question de l'ordre bourgeois. La police fait partie de ces « *détachements spéciaux d'hommes armés* », mis en place par l'Etat, pour matérialiser et rendre concret la domination de la bourgeoisie. Il est donc vain d'appeler les policiers à plus de retenue, ou de mettre seulement en accusation les « donneurs d'ordre » (ce qui dédouane complètement les agents de la force publique de toute responsabilité lorsqu'ils commettent, en toute connaissance de cause, des exactions à l'égard des manifestants). Ce n'est pas un hasard si la première décision de tout pouvoir révolutionnaire, comme lors de la Commune de Paris, est de supprimer l'armée permanente et la police héritées de l'ancien régime.

Les illusions sur l'Etat se manifestent aussi durant les conflits économiques au sein des entreprises. Lorsque la lutte s'éternise, que toutes les tentatives de négociation ont échoué avec le patron, il n'est pas rare que les salariés et les syndicats se tournent vers l'Etat en dernier recours.

Les ouvriers nourrissent et fondent en lui de grands espoirs, et croient, que tel un paladin, l'Etat français va voler à leur secours. Or, du fait de la nature de classe de l'Etat, ce dernier ne fera rien qui puisse remettre en cause les intérêts du patronat. Soit il ne fera rien, soit il reprendra en main l'usine ou l'entreprise en difficulté pour la liquider elle-même ! C'est la mésaventure qui est arrivé à l'industrie de la sidérurgie lorraine dans les années 1980 (sous un gouvernement « socialo-communiste»).

Face aux difficultés de ce secteur, l'Etat français nationalise le secteur de l'acier, injecte des milliards pour moderniser l'appareil productif et réalise des coupes sombres dans les effectifs (près de 25000 emplois perdus rien que sur les années 1982-1983). Une fois la « modernisation » achevée les entreprises sont rendues au secteur privé pour que de nouveau les capitalistes puissent refaire du profit sur le dos des travailleurs !

« La justice, la police, l'armée, en définitive l'Etat sont les fondements de l'ordre bourgeois»

Le même type d'illusions se retrouve à l'égard de la justice, présentée à tort comme un contre-pouvoir, une épine dans le pied de l'appareil répressif et de l'Etat. En réalité la justice, au même titre que la police ou l'armée, est un des fondements de « l'ordre bourgeois ». Pour preuve la sévérité exceptionnelle de la peine prononcée le 17 mai 2016 à l'encontre d'un manifestant rennais accusé d'avoir jeté des canettes sur des policiers : 6 mois ferme ! On attend toujours la même diligence de la part de la justice à l'égard des politiciens corrompus et des patrons qui passent étrangement entre les mailles du filet !

Ainsi, il n'y a rien à attendre de la part de l'Etat et de ses institutions. Ce corps « étranger », placé « au-dessus de la société », créée par la classe dominante pour modérer la lutte de classe et maintenir la société capitaliste, est un adversaire impitoyable de la classe ouvrière. L'affranchissement de la classe opprimée ne pourra venir que d'une révolution violente et de la suppression de l'appareil du pouvoir d'Etat mis au point par la bourgeoisie pour être remplacé par un nouvel Etat, celui-ci prolétarien et socialiste, qui mènera la société toute entière vers le communisme, c'est-à-dire vers la société sans classe donc sans Etat.

REFORME ELECTORALE

RENFORCER LA DOMINATION DES PARTIS DU GRAND CAPITAL

« Même l'URSS n'aurait pas osé ! » Voilà ce que déclare le réactionnaire et anticommuniste Nicolas Dupont-Aignan à propos de la réforme, validée par le conseil constitutionnel, qui modifie les règles lors des élections présidentielles. Voilà un nouvel exemple qui montre la réalité de la pseudo-démocratie sous le capitalisme.

En réduisant à deux semaines, au lieu de cinq, l'égalité du temps de parole lors des élections présidentielles, le PS ne s'est pas trompé. Cette « réforme » renforce de fait les trois partis de la bourgeoisie monopoliste : le PS, Les Républicains et le FN. En verrouillant les élections, la bourgeoisie veut renforcer sa domination politique. Les trois partis qui sortent vainqueurs de cette loi sont justement les deux partis décrédibilisés (PS, LR), dans lesquels les travailleurs n'ont plus d'illusions, et le FN, qui capte le mécontentement et divise les travailleurs pour le compte du capital.

« La bourgeoisie détermine les choix de vie des travailleurs »

Cette loi montre que la démocratie bourgeoisie n'est que formelle. En réalité, c'est bien la bourgeoisie (avec ses représentants politiques, économiques, médiatiques) qui détermine les choix de vie des travailleurs. La bourgeoisie impose ses mesures : l'austérité, la loi El Khomri, les guerres en Syrie, au Mali et ses conséquences : le terrorisme. Tant que le capitalisme existera, les lois essentielles resteront celles de l'exploitation et du profit. La démocratie sous le capitalisme ne sera toujours que la volonté d'une minorité réellement agissante et dominante sur le peuple. Tout est fait pour empêcher que des représentants défendant les intérêts de classe des travailleurs puissent diffuser leurs idées dans le peuple.

Pour que la démocratie devienne réelle, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de s'organiser et lutter contre les mesures capitalistes (El Khomri, Macron Rabsamen…). Le vrai pouvoir démocratique des travailleurs est dans leur action contre le capitalisme, en s'organisant dans les syndicats, en menant des mobilisations de rue, de blocage économique. Mais ce n'est pas tout. Ils doivent devenir une force politique contre ce système. Pour cela, ils ont besoin de s'organiser politiquement : la création d'un véritable parti communiste marxiste et léniniste est le seul outil qui puisse défendre les intérêts politiques de classe des travailleurs et instaurer la démocratie prolétarienne. Cela ne passe pas par un changement de République par voie constitutionnelle ou électorale. Pour en finir avec la domination de la bourgeoisie, seule la perspective révolutionnaire est une alternative sérieuse et non utopique.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le ROC-ML est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

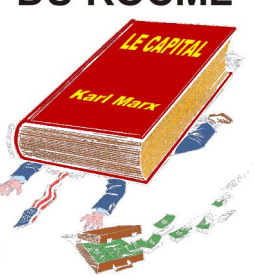
Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.

LA LIBRAIRIE DU ROCML



ROCML, Documents du Premier Congrès

ROCML, A propos du mot d'ordre de nationalisation

ROCML, Notre combat: arracher le prolétariat à la domination bourgeoise

ROCML, Sur la crise économique

ROCML, Le soulèvement populaire en Tunisie

ROCML, Sur l'impérialisme au Moyen Orient

ROCML, La multiplication des guerres en France

ROCML
Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Adresse postale :
Association GrandROC
Villa OctoSun, 3 clos de Lutché 31380 GARIDECH

Site du ROCML
http://www.rocml.org